

## ANNEXES

- Annexe 1: Prévisions macro-économiques, analyse rétrospective et prospective des ressources dans le secteur rural**
- Annexe 2: Projets et programmes en cours dans le secteur rural**
- Annexe 3: Esquisse du programme d’investissement prioritaire du secteur rural**
- Annexe 4: Résumé du compte-rendu de l’atelier de validation du PNIMT**
- Annexe 5: Références bibliographiques**



## **Annexe 1: Prévisions macro-économiques, analyse rétrospective et prospective des ressources dans le secteur rural**

### **I. Performances économiques et place du secteur rural**

Depuis la dévaluation en 1994 du franc de la Communauté financière africaine (FCFA), le Sénégal renoue avec la croissance économique et enregistre des taux de croissance annuelle de son Produit intérieur brut de plus de 5%. En 1998, le taux de croissance du PIB est de 5,7%; 7,3% en 1999; 5,6% en 2000 et 2001.

Cette croissance soutenue s'est cependant dissipée en 2002 où le taux de croissance du PIB n'a été que de 1,1%. Cette décélération conjoncturelle de la croissance du PIB est imputable aux contre performances du sous-secteur agricole dues en grande partie à la pluviométrie déficitaire de l'hivernage 2002 et inégalement répartie dans le temps et dans l'espace. Cette situation a engendré des rendements faibles et une baisse prononcée des productions agricoles, notamment de céréales (-18%), d'arachide d'huilerie (-71%) et d'arachide de bouche (-92%).

Le rythme de croissance tendancielle du PIB a été retrouvé en 2003 avec un taux de croissance du PIB de 6,3% et les perspectives pour 2004 laissent augurer un taux de croissance du PIB de 6,1%. Nonobstant quelques poussées inflationnistes (3%) en 2001 compte tenu de l'effet en année pleine de l'instauration du taux unique de TVA de 18%, l'inflation est maîtrisée.

L'analyse de ces performances de l'économie sénégalaise montre que depuis l'ajustement monétaire intervenu en 1994, la croissance est largement portée par le secteur tertiaire qui représente plus de la moitié du PIB.

Cependant le secteur rural (primaire) qui, de l'indépendance au milieu des années 1980 a été le moteur de l'économie sénégalaise, a vu sa contribution dans le PIB baissée pour se stabiliser à 18% de 1998 à 2000, à 17% en 2001, 13% en 2002 et 15% en 2003. Les perspectives pour 2004 et 2005 indiquent un léger accroissement 15,6% en 2004 et 15,5% en 2005.

Sur la période 1998-2004, la croissance moyenne du PIB du secteur rural de l'ordre de 4,67% est inférieure à la croissance moyenne du PIB global située à 5,38%. C'est pourquoi, la stratégie consistant à faire du secteur rural le moteur de l'économie nationale n'est toujours pas réalisée et nécessite des efforts additionnels de la part de l'Etat et de tous les acteurs principaux du développement rural.

Malgré le déclin du secteur rural dans la richesse nationale, ce secteur a réalisé des taux de croissance positifs de 7,2% en 1998, 6,7% en 1999, 5,6% en 2000 et 1,3% en 2001. Nonobstant une décroissance en 2002 de 20,6%, le secteur rural a renoué en 2003 avec une croissance positive de 22,8%. Les projections en 2004 et 2005 font apparaître respectivement des taux de croissance de 9,5% et 6,5%. Cette croissance tendancielle du secteur rural a un effet d'entraînement sur la croissance des secteurs secondaires et tertiaires en raison des ramifications du secteur rural dans la consommation d'intrants (engrais, pesticides, ...), la fourniture de matières premières aux industries de transformation (arachide, coton, maïs, ...), les services de distribution et de commercialisation, etc.

Les sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage occupent une place prépondérante dans le secteur rural et représentent respectivement en moyenne sur la période 1998-2003, 54% et 30% du PIB du secteur agricole. Au total, 84% du PIB du secteur agricole sont réalisés par les sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Ainsi les résultats du secteur primaire restent étroitement liés à ceux de l'agriculture et de l'élevage mais aussi du sous-secteur de la pêche qui contribue de façon substantielle à l'approvisionnement des réserves de change et à l'équilibre de la balance des paiements grâce aux exportations de produits halieutiques.

## **II. Analyse rétrospective des investissements publics dans le secteur rural**

### ***II.1. Ressources propres de l'Etat***

Sur la période 1998–2003, les allocations des ressources propres de l'Etat du Budget consolidé d'investissement (BCI) consacrées au secteur rural d'un montant moyen annuel de 20 435,8 millions de FCFA ont représenté en moyenne annuelle 18,93% des ressources internes du BCI.

Au niveau des réalisations, sur la période considérée, le poids du secteur rural par an est de 15 416,5 millions de FCFA, ce qui représente une moyenne annuelle de 14,6% des réalisations d'investissements publics.

Le déséquilibre constaté dans les réalisations par rapport aux provisions budgétaires résulte des contre-performances du sous-secteur de la pêche en 1998 et 1999 où une partie des ressources des accords de pêche affectées à ce sous-secteur n'a pratiquement pas été mobilisée faute de projets et programmes bancables. Respectivement 1,7% et 21% du budget d'investissement du sous-secteur ont été exécutés en 1998 et 1999. Cette situation a été tout aussi constatée en 2003.

Globalement, sur la période 1998–2004, la part du budget d'investissement sur ressources propres de l'Etat du secteur rural dans le budget d'investissement total sur financement interne de l'Etat a baissé de 23% en 1998 à 15% en 2004. Cette situation n'est pas de nature à inverser à la tendance d'une timide croissance du secteur rural.

Hormis la faiblesse du niveau de mobilisation des ressources propres de l'Etat programmées pour le sous-secteur de la pêche, généralement, le taux d'exécution des projets et programmes de développement du secteur rural est relativement satisfaisant puisque se situant à un niveau moyen annuel de 75,4%. L'amélioration de la trésorerie de l'Etat et la simplification des procédures de mobilisation des ressources internes de l'Etat (suppression des fiches d'exécution technique et financière, codification des rubriques de dépenses dans la loi des finances) en sont les raisons principales.

### ***II.2. Toutes ressources confondues***

De 1998–2003, les prévisions d'investissements dans le secteur rural se chiffraient annuellement en moyenne à 98 964 millions de FCFA, soit 26,36% du coût prévisionnel annuel des investissements publics de l'Etat, ce qui place le secteur rural en second rang derrière le secteur quaternaire (éducation, santé, etc.) dans l'ordre de priorité retenu par les pouvoirs publics.

Les réalisations annuelles correspondantes sont en moyenne de 66 066 millions de FCFA, soit 24% par rapport aux réalisations totales du budget d'investissement. Cette légère baisse de 2,36% du poids des réalisations du secteur rural comparativement à celui des prévisions du budget d'investissement résulte de la faiblesse des réalisations des sous-secteurs de l'élevage et de l'hydraulique.

La part du budget d'investissement allouée au secteur rural par rapport au budget d'investissement global a diminué de 29% à 24% pendant la période 1998–2004 en raison notamment de la baisse de la part des ressources internes de l'Etat accordée au secteur rural (voir paragraphe II.1.).

Le rythme moyen annuel de consommation des crédits sur financement extérieur s'établit à 62%, donc largement inférieur au taux d'absorption des ressources internes de l'Etat qui se situe autour de 75%.

Cette situation résulte des procédures et conditionnalités souvent complexes liées au financement extérieur. La plupart des sous secteurs productifs souffrent des lenteurs constatées dans l'instruction des demandes de décaissement, de la complexité des procédures et des retards enregistrés dans le

traitement des dossiers. De plus, il est constaté un manque de maîtrise de la programmation, des procédures de décaissement et de passation des marchés.

Les solutions adoptées ou envisagées par les pouvoirs publics pour améliorer les capacités d’absorption sont les suivantes:

- le renforcement du suivi des projets par l’organisation de réunions régulières de revue du portefeuille avec les principaux bailleurs de fonds pour faire le point de l’état d’exécution des projets et programmes et proposer des solutions aux problèmes identifiés;
- la mise en place dans le budget d’investissement annuel de l’Etat d’un fonds d’étude et d’un fonds de renforcement des capacités permettant de financer la formation des cadres, les évaluations et audits de projets ainsi que l’étude de nouveaux projets;
- l’organisation régulière de sessions de formation sur la gestion de projets;
- la réorganisation du cadre de mise en œuvre des investissements publics et de la coopération par la création d’une structure spécialisée et dotée de moyens nécessaires pour assurer un suivi rapproché des programmes, former les acteurs, développer des outils de gestion, mettre en place un système d’informations fiables sur les investissements publics;
- la réforme en profondeur du dispositif national de gestion des finances publiques et de passation des marchés afin qu’ils répondent aux normes et standards fiduciaires internationaux.

A l’endroit des bailleurs de fonds aux motivations altruistes, la mise en œuvre des recommandations décrites ci-après pourra permettre d’accroître le niveau de mobilisation des ressources mises à la disposition du Sénégal. Il s’agit de:

- l’assouplissement des conditions de mise en vigueur et de décaissement;
- la systématisation des ateliers de lancement des projets;
- le recours à des examens, a posteriori, pour plusieurs dossiers d’acquisition de biens et services en lieu et place des examens à priori.

### ***III. Analyse rétrospective des dépenses de fonctionnement dans le secteur rural***

Pour les besoins d’une analyse des charges de fonctionnement auxquelles l’Etat fait face pour le fonctionnement des pouvoirs publics (Présidence, Assemblée nationale, Conseil de la République pour les Affaires économiques et sociales, Conseil constitutionnel, Conseil d’Etat, Cour des comptes, Primature et des ministères), le budget de fonctionnement de l’Etat reflété dans les lois de finances comprend les charges des pouvoirs publics et des ministères et les dépenses communes non ventilées.

Les charges correspondent aux dépenses de personnel (soldes et accessoires, cotisations sociales, indemnités), aux dépenses de fonctionnement (achats de biens et services), fournitures de bureau, produits d’entretien, consommables informatiques, à l’entretien des véhicules, frais de mission à l’intérieur du pays, eau, électricité, téléphone, carburant) et autres transferts courants (subvention aux établissements publics, etc.).

Sur la période sous-revue (1998–2003), le secteur rural a bénéficié en moyenne annuelle d’une allocation budgétaire de 11,34 milliards de FCFA. Par rapport au budget de fonctionnement moyen annuel de l’Etat d’un montant de 462,37 milliards de FCFA, cette enveloppe allouée au secteur rural est très faible et se situe à 2,45%.

En effet, dans le budget de fonctionnement, la priorité est donnée aux secteurs sociaux tels que l’éducation et la santé qui représentent respectivement 40% et 10% du budget de fonctionnement global de l’Etat.

La part en moyenne annuelle du secteur rural dans l’exécution du budget de fonctionnement est de 10,9 milliards de FCFA sur 460,9 milliards de FCFA, ce qui représente un poids de 2,4%. Ainsi, en terme d’exécution du budget de fonctionnement, l’équilibre des allocations budgétaires est respecté traduisant le niveau très satisfaisant de consommation des crédits du budget de fonctionnement du secteur rural, voire du budget de fonctionnement total de l’Etat.

#### **IV. Analyse prospective des investissements publics dans le secteur rural**

##### ***IV.1. Ressources propres de l’Etat***

Sur la base du BCI 2004 où les ressources internes de l’Etat affectées au secteur rural d’un montant de 29,5 milliards de FCFA, soit 14,6% du budget d’investissement de l’Etat, du BCI 2005 où le secteur rural est financé par l’Etat à hauteur de 44,8 milliards de FCFA, soit 14,5% du BCI total sur ressources propres de l’Etat ainsi du Programme triennal d’investissements publics (PTIP) 2005–2007, les projections laissent entrevoir un niveau des ressources propres affectées au secteur rural en moyenne de l’ordre de 46 milliards de FCFA/an, soit en moyenne 16%/an; ce qui représente un taux inférieur à la moyenne annuelle de 19% de 1998–2001, mais à un niveau comparable à celui 2001–2004 où en moyenne annuelle, le taux d’investissement public sur ressources internes de l’Etat dans le secteur rural se situe à 16,49%.

Le niveau exceptionnel de 309,04 milliards de FCFA du total des investissements publics en 2005, soit une augmentation de 52,8% par rapport à 2004 est lié essentiellement à l’emprunt obligataire d’un montant de 74 milliards de FCFA contracté par l’Etat pour accélérer la mise en œuvre du Programme de Mobilité Urbaine.

Sur la période de 2004 à 2010, les investissements publics en moyenne annuelle sur ressources propres de l’Etat porteront sur:

- les contreparties aux financements extérieurs d’un montant approximatif de 6,25 milliards de FCFA;
- les autres engagements de l’Etat en moyenne annuelle de 27 milliards de FCFA;
- les autres financements internes de l’Etat en moyenne annuelle de 13,5 milliards de FCFA.

##### ***IV.2. Ressources extérieures***

**Certitude.** Les investissements publics acquis ou en négociation avancée sur financement extérieur dans le secteur rural sont de l’ordre de 66,24 milliards de FCFA/an en moyenne de 2004 à 2010 tandis que l’investissement public total sur ressources extérieures se situe à 280,15 milliards de FCFA; ce qui représente une part de 23,6% des investissements dans le secteur rural sur ressources extérieures par rapport aux investissements publics globaux sur financement extérieur.

Ce poids des investissements publics du secteur rural sur financement extérieur est quasiment identique à celui analysé de 1998 à 2003 où la part des investissements publics dans le secteur rural comparativement aux investissements publics totaux est de 24%.

En conséquence, plusieurs projets et programmes majeurs du secteur rural financés sur ressources extérieures vont se poursuivre jusqu’à l’horizon 2010 exceptés les projets du sous-secteur de la pêche où à partir de 2007, il n’y a aucune certitude de financement extérieur du sous-secteur.

Un autre constat qui mérite d’être souligné est la baisse tendancielle des financements accordés par nos partenaires extérieurs dans l’irrigation qui doit devenir de plus en plus l’apanage du secteur privé.

Probable. Les investissements publics sur financement extérieur probable sont programmés à partir de 2007 où le secteur rural occupe une part importante, 54,5% des investissements publics globaux probables sur financement extérieur pour connaître une baisse et tendre vers son niveau habituel en passant par 31,6% en 2008, 21,1% en 2009 et 18,9% en 2010.

## V. Analyse prospective du budget de fonctionnement dans le secteur rural

Sur la période 2004–2010, le secteur rural continuera de bénéficier d’une part relativement faible du budget de fonctionnement suivant les hypothèses d’augmentation annuelle de l’ordre de 10%/an du budget de fonctionnement de l’Etat et d’environ 5% du budget de fonctionnement du secteur rural. L’allocation budgétaire annuelle prévisionnelle sur la période sus-indiquée est de 16,37 milliards de FCFA sur un budget de fonctionnement global annuel d’environ 987,64 milliards de FCFA, ce qui représente un poids faible de moins de 2% par an. En effet, les secteurs sociaux (éducation et santé) continueront à absorber près de 60% du budget de l’Etat.

Ce poids structurellement faible du budget de fonctionnement du secteur rural dans le budget de fonctionnement total de l’Etat résulte:

- du désengagement effectif de l’Etat des activités de production et de commercialisation, la libéralisation des filières de production agricoles, de l’appui à la professionnalisation des acteurs du monde rural;
- de l’option résolue de l’Etat à responsabiliser les organisations socioprofessionnelles à la conduite des activités essentielles du secteur de l’agriculture.

Le rôle stratégique des services publics compétents du secteur rural devra davantage se recentrer autour des missions essentielles de services publics: élaboration des politiques, recherches agricoles, agro-alimentaires et halieutiques, suivi-évaluation, définition, contrôle et suivi de la réglementation.

Cependant, force est de constater qu’il convient de renforcer les capacités des services du secteur rural en matière de planification, programmation et élaboration de stratégies sectorielles rurales.

Tableau A1–1: Prévisions macro-économiques (montants en milliards de FCFA courants)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PIB	2 796,50	3 000,00	3 192,10	3 342,70	3 472,70	3 725,40	3 989,00	4 283,00	4 637,00	4 987,00
Croissance du PIB (%)	5,7	7,3	5,6	5,6	1,1	6,3	6,1	7,4	8,3	8,0
PIB agricole	510,00	544,40	575,00	582,80	462,60	568,20	622,50	663,50	719,80	774,00
Agriculture	278,90	297,90	316,00	324,10	223,60	303,10	342,60	366,80	400,20	433,00
Élevage	142,70	152,80	167,40	175,20	158,50	176,10	185,80	196,60	213,90	229,00
Sylviculture	21,40	22,70	24,40	25,70	24,20	28,10	29,40	30,80	32,30	33,00
Pêche	67,00	71,00	67,20	57,80	56,30	60,90	64,70	69,30	73,40	79,30
Croissance du PIB agricole (%)	7,2	6,8	5,6	13,6	-20,6	22,8	9,6	6,6	8,5	8,0
Inflation (%)	3,9	1,0	0,7	3,0	2,3	-1,5	1,4	2,2	1,8	2,0
Dette	2 349,00	2 362,50	2 570,40	2 743,60	2 474,60	2 184,90				

Source: DPS/MEF comptes économiques

Montants en milliards de FCFA courants.

NEPAD – Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine  
**Sénégal**: Programme national d’investissement à moyen terme (PNIMT)

## ANALYSE PROSPECTIVE

**Tableau A1-2: Investissements publics financés sur fonds propres selon le PTIP (montants en millions de FCFA)**

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Total des investissements publics</b>	<b>202 250</b>	<b>309 043</b>	<b>235 043</b>	<b>255 134</b>	<b>276 822</b>	<b>283 946</b>	<b>302 540</b>
Investissement public dans le sous-secteur agricole	18 423	28 729	28 753	34 048	29 783	30 154	30 972
<i>dont dans l'irrigation</i>	5 372	7 516	4 966	4 254	3 529	3 504	3 500
Investissement public dans le sous-secteur de l'élevage	1 636	3 908	3 290	3 140	3 650	3 440	3 365
Investissement public dans le sous-secteur de pêche	3 238	5 001	3 402	3 230	4 000	5 000	5 000
Investissement public dans le sous-secteur hydraulique	4 870	4 837	5 600	5 945	5 715	5 500	5 624
Inv. public dans les autres sous-secteurs ruraux (forêts)	1 340	2 328	4 156	2 920	2 828	2 630	2 500
<b>Investissement public dans le secteur rural</b>	<b>29 507</b>	<b>44 803</b>	<b>45 201</b>	<b>49 283</b>	<b>45 976</b>	<b>46 724</b>	<b>47 461</b>
<i>Investissement public dans le secteur rural (%)</i>	<i>14,6</i>	<i>14,5</i>	<i>19,2</i>	<i>19,3</i>	<i>16,6</i>	<i>16,4</i>	<i>15,7</i>

Source: DCEF/MEF PTIP 2005-2007

**Tableau A1-3: Investissements publics sur financement extérieur – Certitude selon le PTIP<sup>26</sup> (millions de FCFA)**

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Total des investissements publics</b>	<b>266 401</b>	<b>282 618</b>	<b>367 081</b>	<b>348 214</b>	<b>289 001</b>	<b>205 894</b>	<b>201 841</b>
Investissement public dans le sous-secteur agricole	56 087	58 835	40 786	36 711	31 485	27 683	18 683
<i>dont dans l'irrigation</i>	19 619	11 857	12 790	12 577	12 457	11 008	10 614
Investissement public dans le sous-secteur de l'élevage	4 027	4 301	3 450	3 184	2 362	2 678	1 425
Investissement public dans le sous-secteur de pêche	6 000	595	100	0	0	0	0
Investissement public dans le sous-secteur hydraulique	15 078	14 797	12 543	13 754	13 000	13 934	13 228
Inv. public dans les autres sous-secteurs ruraux (forêts)	11 028	13 723	7 905	6 604	10 124	8 121	11 479
<b>Investissement public dans le secteur rural</b>	<b>92 220</b>	<b>92 251</b>	<b>64 784</b>	<b>60 253</b>	<b>56 971</b>	<b>52 416</b>	<b>44 815</b>
<i>Investissement public dans le secteur rural (%)</i>	<i>34,6</i>	<i>32,6</i>	<i>17,6</i>	<i>17,3</i>	<i>19,7</i>	<i>25,5</i>	<i>22,2</i>

Source: DCEF/MEF PTIP 2005-2007

**Tableau A1-4: Investissements publics sur financement extérieur – Probable selon le PTIP (millions de FCFA)**

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Total des investissements publics</b>				<b>27 448</b>	<b>55 625</b>	<b>80 332</b>	<b>102 475</b>
Investissement public dans le sous-secteur agricole				4 678	8 577	6 559	5 852
<i>dont dans l'irrigation</i>				1 500	4 000	7 000	10 000
Investissement public dans le sous-secteur de l'élevage				500	1 500	2 500	3 000
Investissement public dans le sous-secteur de pêche				4 113	4 644	5 200	7 500
Investissement public dans le sous-secteur hydraulique				1 248	2 000	2 660	2 000
Inv. public dans les autres sous-secteurs ruraux (forêts)				4 424	879	1 639	1 000
<b>Investissement public dans le secteur rural</b>				<b>14 963</b>	<b>17 600</b>	<b>18 558</b>	<b>19 352</b>
<i>Investissement public dans le secteur rural (%)</i>				<i>54,5</i>	<i>31,2</i>	<i>23,1</i>	<i>18,9</i>

Source: DCEF/MEF PTIP 2005-2007

<sup>26</sup> Financement extérieur de « certitude », qui correspond aux engagements annoncés des bailleurs de fonds, qui dans les faits entre les dons et les prêts ne sont pas entièrement réalisés, d’où le tableau A1-4 de financement « probable ».



NEPAD – Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine  
**Sénégal**: Programme national d’investissement à moyen terme (PNIMT)

**Tableau A1-5: Budget de fonctionnement financé sur fonds propres (montants en milliards de FCFA)**

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Budget de fonctionnement total</b>	<b>728,72</b>	<b>801,59</b>	<b>881,75</b>	<b>969,93</b>	<b>1 066,92</b>	<b>1 173,61</b>	<b>1 290,97</b>
Budget de fonctionnement du sous-secteur agricole	7,85	8,24	8,65	9,08	9,54	10,01	10,52
<i>dont dans l'irrigation</i>	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22
Budget de fonct. du sous-secteur de l'élevage	1,23	1,24	1,24	1,26	1,29	1,31	1,34
Budget de fonct. du sous-secteur de pêche	0,85	0,91	0,97	1,04	1,11	1,19	1,28
Budget de fonct. du sous-secteur hydraulique	0,63	0,64	0,65	0,67	0,68	0,69	0,71
Budget de fonct. autres s/secteurs ruraux (forêts)	5,76	6,22	6,72	7,25	7,83	8,46	9,14
<b>Budget de fonctionnement du secteur rural</b>	<b>7,85</b>	<b>8,24</b>	<b>8,65</b>	<b>9,08</b>	<b>9,54</b>	<b>10,01</b>	<b>10,52</b>
<i>Budget de fonctionnement du secteur rural (%)</i>	<i>2,2</i>	<i>2,1</i>	<i>2,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>1,8</i>

Source: DB/MEF Loi des Finances 2005

**Tableau A1-6: Budget de fonctionnement financé sur ressources extérieures<sup>27</sup> (milliards de FCFA)**

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Budget de fonctionnement total</b>							
Budget de fonctionnement du sous-secteur agricole							
<i>dont dans l'irrigation</i>							
Budget de fonctionnement du sous-secteur de l'élevage							
Budget de fonctionnement du sous-secteur de pêche							
Budget de fonctionnement du sous-secteur hydraulique							
Budget de fonct. des autres sous-secteurs ruraux (forêts)	3,98	4,20	4,75	5,25	5,70	6,10	6,50
<b>Budget de fonctionnement du secteur rural</b>							
<i>Budget de fonctionnement du secteur rural (%)</i>							

Source: DCEF/MEF Loi des Finances 2005

**Tableau A1-7: Sources des fonds extérieurs (milliards de FCFA)**

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Prêts</b>	<b>48,34</b>	<b>61,80</b>	<b>42,11</b>	<b>36,15</b>	<b>31,33</b>	<b>26,21</b>	<b>24,65</b>
<b>Dons</b>	<b>23,38</b>	<b>30,45</b>	<b>22,67</b>	<b>29,90</b>	<b>25,64</b>	<b>26,21</b>	<b>20,17</b>
Fonds PPTE Rural	15,33						
Fonds PPTE	40,10						

<sup>27</sup> Il s’agit des appuis budgétaires des Pays Bas au secteur forestier. Dans les autres secteurs, l’Etat Sénégalais est supposé financer sur son budget l’ensemble des frais de fonctionnement.

NEPAD – Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine

**Sénégal:** Programme national d’investissement à moyen terme (PNIMT)

**ANALYSE RETROSPECTIVE**

**Tableau A1-8: Investissements publics financés sur fonds propres (montants en millions de FCFA)**

Année	1998			1999			2000			2001			2002			2003			2004
	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget
<b>Total des investissements publics</b>	<b>71 000</b>	<b>65 058</b>	<b>92</b>	<b>80 500</b>	<b>49 334</b>	<b>61</b>	<b>95 905</b>	<b>71 841</b>	<b>75</b>	<b>117 000</b>	<b>97 715</b>	<b>84</b>	<b>142 300</b>	<b>104 566</b>	<b>73</b>	<b>169 400</b>	<b>148 347</b>	<b>88</b>	<b>202 250</b>
Inv. public dans le sous-secteur agricole	9 825	10 128	103	10 977	10 829	99	10 773	10 551	98	12 873	12 661	98	14 219	9 885	70	16 931	10 996	65	18 423
<i>dont dans l'irrigation</i>	4 675	4 426	95	4 705	5 675	121	5 748	5 543	96	4 220	3 940	93	4 342	3 857	89	4 993	5 382	108	5 372
Inv. public dans le sous-secteur de l'élevage	767	997	130	1 325	860	65	1 195	151	13	770	904	117	675	919	136	1 057	492	47	1 636
Inv. public dans le sous-secteur de pêche	3 899	68	2	4 000	850	21	3 930	3 100	79	4 000	3 587	90	3 000	3 000	100	4 968	1 892	38	3 238
Inv. public dans le sous-secteur hydraulique	1 843	1 526	83	1 406	918	65	1 957	1 446	74	1 459	1 167	80	1 814	972	54	4 987	4 561	91	4 870
Inv. public autres sous-secteurs ruraux (forêts)	335	253	76	555	206	37	340	254	75	385	797	207	665	640	96	1 685	1 476	88	1 340
<b>Investissement public dans le secteur rural</b>	<b>16 669</b>	<b>12 972</b>	<b>78</b>	<b>18 263</b>	<b>13 663</b>	<b>75</b>	<b>18 195</b>	<b>15 502</b>	<b>85</b>	<b>19 487</b>	<b>19 116</b>	<b>98</b>	<b>20 373</b>	<b>15 416</b>	<b>76</b>	<b>29 628</b>	<b>19 417</b>	<b>66</b>	<b>29 507</b>
<i>Inv. public dans le secteur rural (%)</i>	<i>23,5</i>	<i>19,9</i>		<i>22,7</i>	<i>27,7</i>		<i>19,0</i>	<i>21,6</i>		<i>16,7</i>	<i>19,6</i>		<i>14,3</i>	<i>14,7</i>		<i>17,5</i>	<i>13,1</i>		<i>14,6</i>

Source: DCEF/MEF PTIP et Bilan d'exécution projets et programmes de 1998 à 2004.

**Tableau A1-9: Investissements publics toutes sources de finances confondues (millions de FCFA)**

Année	1998			1999			2000			2001			2002			2003			2004
	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget
<b>Total des investissements publics</b>	<b>321 526</b>	<b>240 800</b>	<b>75</b>	<b>324 008</b>	<b>240 100</b>	<b>74</b>	<b>365 815</b>	<b>214 906</b>	<b>59</b>	<b>386 836</b>	<b>233 950</b>	<b>60</b>	<b>404 568</b>	<b>296 186</b>	<b>73</b>	<b>449 903</b>	<b>298 000</b>	<b>66</b>	<b>468 651</b>
Inv. public dans le sous-secteur agricole	51 357	28 905	56	49 594	35 283	71	64 454	31 389	49	55 088	36 356	66	59 080	43 766	74	62 199	26 624	43	63 426
<i>dont dans l'irrigation</i>	23 440	15 436	66	21 199	14 236	67	25 571	16 553	65	20 533	13 563	66	23 837	11 938	50	18 263	14 558	80	24 991
Inv. public dans le sous-secteur de l'élevage	2 959	2 800	95	3 527	3 400	96	2 624	1 078	41	6 180	1 722	28	5 741	2 391	42	5 659	3 770	67	5 663
Inv. public dans le sous-secteur de pêche	8 882	6 457	73	12 795	6 867	54	11 572	9 036	78	9 992	7 441	75	7 800	10 639	136	11 218	5 278	47	9 238
Inv. public dans le sous-secteur hydraulique	17 507	8 360	48	10 743	6 042	56	12 646	6 033	48	12 368	4 109	33	10 964	4 511	41	18 577	10 166	55	19 948
Inv. public autres sous-secteurs ruraux (forêts)	13 035	10 478	80	10 606	7 808	74	16 543	5 865	35	12 567	9 202	73	13 554	9 506	70	13 955	6 554	47	12 368
<b>Investissement public dans le secteur rural</b>	<b>93 740</b>	<b>57 000</b>	<b>61</b>	<b>87 265</b>	<b>59 400</b>	<b>68</b>	<b>107 839</b>	<b>53 401</b>	<b>50</b>	<b>96 195</b>	<b>58 830</b>	<b>61</b>	<b>97 139</b>	<b>70 813</b>	<b>73</b>	<b>111 608</b>	<b>66 950</b>	<b>60</b>	<b>110 643</b>
<i>Inv. public dans le secteur rural (%)</i>	<i>29,2</i>	<i>23,7</i>		<i>26,9</i>	<i>24,7</i>		<i>29,5</i>	<i>24,9</i>		<i>24,9</i>	<i>25,1</i>		<i>24,0</i>	<i>23,9</i>		<i>24,8</i>	<i>22,5</i>		<i>23,6</i>

Source: DCEF/MEF PTIP et Bilan d'exécution projets et programmes de 1998 à 2004.

NEPAD – Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine

**Sénégal:** Programme national d’investissement à moyen terme (PNIMT)

**Tableau A1–10: Budget de fonctionnement financé sur fonds propres (montants en milliards de FCFA)**

Année	1998			1999			2000			2001			2002			2003			2004
	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget
<b>Budget de fonctionnement total</b>	<b>302,89</b>	<b>299,51</b>	<b>99</b>	<b>343,00</b>	<b>336,11</b>	<b>98</b>	<b>369,22</b>	<b>384,61</b>	<b>14</b>	<b>567,10</b>	<b>567,50</b>	<b>100</b>	<b>552,91</b>	<b>542,77</b>	<b>98</b>	<b>639,10</b>	<b>634,98</b>	<b>99</b>	<b>728,72</b>
Budget de fonct. du sous–secteur agricole	5,85	5,79	99	6,22	6,39	103	6,78	6,86	101	7,24	7,32	101	6,89	6,81	99	6,60	6,51	99	7,85
<i>    dont dans l’irrigation</i>	0,22	0,22	100	0,22	0,22	100	0,22	0,22	100	0,22	0,22	100	0,22	0,22	100	0,22	0,22	100	0,22
Budget de fonct. sous–secteur de l’élevage	1,20	1,18	98	1,02	0,15	14	0,77	0,26	34	1,05	0,55	53	1,03	0,89	86	1,80	1,77	98	1,23
Budget de fonct. sous–secteur de pêche	0,65	0,54	83	0,67	0,57	84	0,71	0,65	92	0,67	0,67	100	0,58	0,54	93	0,72	0,63	87	0,85
Budget de fonct. sous–secteur hydraulique	0,56	0,53	95	0,56	0,53	96	0,64	0,64	100	0,60	0,51	85	0,57	0,53	93	0,61	0,59	97	0,63
Budget de fonct. autres s/secteurs ruraux (forêts)	1,74	1,70	98	1,73	1,66	96	1,87	1,82	97	2,92	3,20	110	2,30	2,27	99	3,40	3,30	97	5,76
<b>Budget de fonctionnement le secteur rural</b>	<b>10,01</b>	<b>9,75</b>	<b>97</b>	<b>10,21</b>	<b>9,30</b>	<b>91</b>	<b>10,76</b>	<b>10,23</b>	<b>95</b>	<b>12,48</b>	<b>12,25</b>	<b>98</b>	<b>11,37</b>	<b>11,04</b>	<b>97</b>	<b>13,13</b>	<b>12,80</b>	<b>97</b>	<b>16,32</b>
<i>Budget de fonct. du secteur rural (%)</i>	<i>3,3</i>	<i>3,3</i>		<i>3,0</i>	<i>2,8</i>	<i>93</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>		<i>2,2</i>	<i>2,2</i>	<i>98</i>	<i>2,1</i>	<i>2,1</i>		<i>2,1</i>	<i>2,0</i>		<i>2,2</i>

Source: DB/MEF Loi des Finances de 1998 à 2004 et Situation d’exécution du budget de 1998 à 2003

**Tableau A1–11: Budget de fonctionnement financé sur ressources extérieures<sup>28</sup> (milliards de FCFA)**

Année	1998			1999			2000			2001			2002			2003			2004
	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget	Réalisé	%	Budget
<b>Budget de fonctionnement total</b>																			
Budget de fonct. du sous–secteur agricole																			
<i>    dont dans l’irrigation</i>																			
Budget de fonct. sous–secteur de l’élevage																			
Budget de fonct. sous–secteur de pêche																			
Budget de fonct. sous–secteur hydraulique																			
Budget de fonct. autres s/secteurs ruraux (forêts)																1,18	1,10	93	3,98
<b>Budget de fonctionnement le secteur rural</b>																			
<i>Budget de fonct. du secteur rural (%)</i>																			

Source: DB/MEF Loi des Finances de 1998 à 2004 et Situation d’exécution du budget de 1998 à 2003

<sup>28</sup> Voir note 27.

NEPAD – Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine

**Sénégal:** Programme national d’investissement à moyen terme (PNIMT)

Tableau A1-12: Sources des fonds extérieurs (milliards de FCFA)								
Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	
Prêts	23,87	21,47	16,80	16,70	23,40	25,60	48,34	
Dons	20,25	21,72	17,50	16,50	21,07	16,00	23,38	
Fonds PPTE Rural	0	0	0	2,00	0	17,80	15,33	
Fonds PPTE	0	0	4,20	15,80	24,90	20,70	40,10	
Source: DCEF/MEF PTIP 2005-2008								

NEPAD – Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine  
**Sénégal: Programme national d’investissement à moyen terme (PNIMT)**

**Annexe 2: Projets et programmes en cours dans le secteur rural**

Bailleur		Code PTIP	Nom du projet	Montant actuel (millions de FCFA)
Code	Libellé			
ACDI	ACDI	13096	Appui entrepreneuriat paysan	4 131,00
		13098	Appui entrepreneuriat forestier Kolda	1 516,00
		19002	Appui opérateurs agro-industriels	3 098,00
		13014	Réhabilitation forêt et espaces ruraux (PREFER)	198,00
AID	Banque mondiale	11859	Promotion exportations agricoles (PPEA)	4 897,00
		11860	Projet des services agricoles et organisations des producteurs (PSAOP)	17 000,00
		11861	Programme national d’infrastructures rurales (PNIR)	17 499,00
		41009	Projet sectoriel eau long terme (PLT)	86 240,00
		19007	Programme d’investissement rural Casamance	303,00
		13102	Gestion intégrée des ressources marines et côtière	18 182,00
		43006	Programme d’appui aux communes (PAC) – Phase 2	44 500,00
		18003	Etudes faisabilité programme de développement des marchés agricoles	825,00
		19006	Projet d’urgence d’appui à la reconstruction en Casamance (PRAESC)	11 000,00
FAT	BAD/FAT	15002	Projet petite irrigation locale	11 275,00
		13017	Gestion intégrée plantes aquatiques envahissantes	371,00
		18002	Etudes développement filières élevage	700,00
BDEA	BADEA	11833	Aménagement du casier Kobilou (720 ha)	4 620,00
		11839	Aménagement du casier vallée du Lampsar (1 871 ha)	3 640,00
		15066	Réalisation de 26 forages et 21 réservoirs	4 620,00
		15508	Ouvrages hydrauliques digues antisel	1 630,00
		15089	AEP N’diosmone Palmarin	4 400,00
		11870	Aménagement hydro-agricole zone de Bakel	2 660,00
BELG	Belgique	19055	Promotion PME horticoles	827,00
		15084	Projet de renforcement AEP dans le Bassin arachidier	8 830,00
		11853	Programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA)	541,00
BID	BID	11834	Programme de développement rural Matam (PDRM)	5 629,00
		11835	Réalisation extension de 1 700 ha PIV Madina-Pete	6 454,00
		11845	Projet agro-pastoral Tivaouane	2 000,00
		11857	Aménagement hydro-agricole Ndiawara	1 900,00
		15508	Ouvrages hydrauliques digues antisel	2 500,00
		15082	Programme CILSS 100 puits	1 540,00
		12008	Développement de l’élevage Sénégal Oriental et Casamance	184,00
		11076	Développement hydro-agricole Anambe, Phase 3	5 712,00
		15088	AEP Gorom Lampsar	5 900,00
		15089	AEP N’diosmone Palmarin	5 800,00
ETAT	BCI-ETAT	11001	Programme d’équipement du monde rural	15 000,00
		11829	Programme de modernisation et intensification agricole	700,00
		11835	Réalisation extension de 1 700 ha PIV Madina-Pete	2 277,00
		11853	Programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA)	4 535,00
		11860	Projet des services agricoles et organisations des producteurs (PSAOP)	1 225,00
		11862	Progr. de développement rural intégral de la Moyenne Casamance (PRIMOCA)	140,00
		12029	Contrôle épizooties (PACE)	564,00
		12035	Aménagement et développement villageois (PADV)	254,00
13084	Autopromotion et gestion des RR.NN. au Sine Saloum (PAGERNA)	30,00		

NEPAD – Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine  
**Sénégal**: Programme national d’investissement à moyen terme (PNIMT)

Bailleur		Code PTIP	Nom du projet	Montant actuel (millions de FCFA)
Code	Libellé			
ETAT	BCI-ETAT	13087	Sauvegarde parc national de Djoudj	30,00
		13093	Reboisement zone du littoral	74,00
		13094	Réhabilitation vallée du fleuve Sénégal	225,00
		13097	Projet agro-forestier Diourbel II (PAGF)	81,00
		15001	Dotation du budget investissement au FNH	6 580,00
		15066	Réalisation de 26 forages et 21 réservoirs	1 062,00
		15070	Réforme du systèmes de gestion des forages ruraux – Phase 1	192,00
		15508	Ouvrages hydrauliques digues antisel	1 760,00
		19034	Programme agricole volet protection cultures	9 650,00
		19067	Promotion des micro-entreprises rurales (PROMER)	154,00
		19070	Dotation BCI fonds de garantie projets agricoles	29 700,00
		19071	Dotation BCI fonds de garantie calamités projets agricoles	14 700,00
		19072	Dotation BCI fonds de garantie bonification projets agricoles	6 200,00
		47044	Equipement collectivités locales (FECL)	59 732,00
		15080	Hydraulique villageoise et pastorale – Phase4	470,00
		11004	Programme de fertilisation des sols	750,00
		13069	Développement intégré autour des pépinières	530,00
		11833	Aménagement du casier Kobilu (720 ha)	1 175,00
		41009	Projet sectoriel eau long terme (PLT)	1 884,00
		47185	Construction et réhabilitation équipement des CERP	1 828,00
		15512	Programme réalisation bassins de rétention	7 650,00
		12043	Projet d'appui à l'élevage (PAPEL) – Phase 2	2 046,00
		33011	Projet de revêtement route d'accès au barrage de Diama	26,00
		14140	Réhabilitation du CPEP	23,00
		14125	Restructuration base de données	45,00
		14112	Réalisation station d'aquaculture	497,00
		19055	Promotion PME horticoles	106,00
		11839	Aménagement du casier vallée du Lampsar (1 871 ha)	290,00
		11859	Promotion exportations agricoles (PPEA)	667,00
		11002	Appui au développement rural Anambe	109,00
		13001	Campagne nationale de reboisement	2 402,00
		11003	Projet d'organisation et de gestion villageoises (POGV II)	100,00
		19009	Programme d'appui aux acteurs du coton	2 237,00
		15082	Programme CILSS 100 puits	400,00
		15086	Renouvellement anciens forages	4 000,00
		14085	Acquisition de 6 vedettes	4 415,00
		15083	Projet 60 points d'eau dans 6 régions	4 200,00
		15051	Programme de développement ressources en eau – Phase 2	320,00
		15091	Projet AEP complémentaire Touba	1 000,00
		15084	Projet de renforcement AEP dans le Bassin arachidier	70,00
		11834	Programme de développement rural Matam (PDRM)	609,00
11845	Projet agro-pastoral Tivaouane	185,00		
11870	Aménagement hydro-agricole zone de Bakel	2 257,00		
12008	Développement de l'élevage Sénégal Oriental et Casamance	28,00		
11072	Projet de développement agricole Matam (PRODAM II)	600,00		
11073	Programme hydro-agricole Basse Casamance	800,00		